L'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

BUREAUX No 73, rue de Chartres, NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 28 SEPTEMBRE 1865. Entre les rues Bienville et Conti

NOUVELLE-ORLEANS
JEUDI MATIN, 28 SEPTEMBRE.

MM. Drake & Markham, rue du Camp. No 56, vendent des bottes en peau de veau, fines, à cinq piastres la paire.

Dépôt de l'Abeille.—Nous avons établi un dépôt de l'*Abeille* chez M. Auguste Simon, libraire, No 85, rue Baronne, entre Union et Perdido.

Pour la liste des arrivages et des départs celle des importations, exportations et consignations, et ce qui concerne le mouvement du port en général, voir la partie anglaise.

ANNONCES
De la deuxième Page.

On trouvera désormais à la deuxième page de l'*Abeille* toutes les annonces de ventes à l'encan et de ventes judiciaires, ainsi que les avis du shérif et des cours.

Et à la troisième page, nombre d'annonces.

FEUILLETON.

Pour le feuilleton, voir la deuxième page.

Ventes à l'encan de ce jour.

Pour l'heure et les détails, voir aux annonces

Par G. de Férlat, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—Un terrain faisant face à la rue de l'Hôpital, entre Condé et Royale, avec 60 actions de la Banque des Citoyens

Par Vincent & Cie, à leur salle d'encan — Popelines soie françaises, mousseline de laine, tapis, flanelles, cannirs et couvertures.

Par B. Turpin, au magasin de MM. A. Rocheteau & Cie, Nos 14 et 16, rue St. Louis, par catalogue — Eaux de vie fine, vins, huiles, vermouth &c.

Par E. Roger & Cie, à leur salle d'encan — Marchandises sèches, linge fait, chemises et chapeaux.

Par le même, sur sa levée, près de la rue de la Douane—Coton. Deux leurs salles d'encan, Nos 45 et 47 de la rue Vieille Levée—Linge fait et coupes pour gilets.

Par D. E. Murphy, 47 rue des Magasins—Cous et savates.

Par J. P. Soiseau, au coin des rues Magasins et Gravier—Pommes de terre, jambons, farine, &c.

Par Hoffman & Marks, au No. 38 de la rue de Chartres—Bottes, souliers et brodequins.

Par W. H. Bunnel — Lanes as is d'encan 41 rue de Conti—Large assortiment de table doublement plaquée.

Par J. de Gravelines à dix heures, rue Conti, entre Bourbon et Dauphine, un lot de meubles et outils pour charpentiers.

Par D. E. Murphy à onze heures, au Hope Warehouse, Nouvelle Levée, 50 barils de porc.

Service d'Express sur le Chemin de Jackson.—M. J. B. Chandler a établi sur la ligne du chemin de fer de Jackson un service d'express pour le transport des lettres et des journaux à toutes les stations et dans l'intérieur, qui suppléera avantageusement à l'absence des communications postales. L'entreprise de M. Chandler servira les abonnés de l'*Abeille* et de quelques autres journaux dans le voisinage des stations du chemin de fer de Jackson et du chemin de fer "Southern and Mississippi Central" et dans celui de Homesville, Liberty, Montiel lo, Union Church, Lafayette, Caseville, Gallatin, Pine Bluff.

Les journaux seront délivrés aux abonnés franco de port, mais moyennant le droit de portage aux Etats Unis. Magnolia étant le seul bureau de poste entre la Nouvelle-Orléans et Jackson, les lettres mises à la poste ou les paquets envoyés là par le Commercial Express a l'agent de "Chandler's New Express" seront expédiées à destination.

Le bureau de M. Chandler à la Nouvelle-Orléans est rue Carondelet No. 48. Il fait des avances sur consignations de produits et se charge de remplir les ordres pour la campagne.

La raison d'Etat et la logique.

On vient de livrer à la publicité une note diplomatique adressée le 19 août dernier par M. Seward à M. Adams, ministre des Etats-Unis à Londres. Bien qu'il ait toujours été dans les habitudes du secrétaire d'Etat de tomber dans des contradictions flagrantes, celle que nous trouvons dans la note en question est trop curieuse pour ne pas mériter une mention spéciale.

Les Etats-Unis ayant réclamé devant les cours anglaises 1300 balles de coton ayant appartenu au gouvernement confédéré, le vice-chancelier a rendu une sentence interlocutoire dans laquelle il a décidé que le gouvernement des Etats-Unis n'avait succédé au gouvernement confédéré qui avait cessé d'exister, avait droit à réclamer tous ce qui était la propriété de ce dernier et notamment le coton en question. M. Seward a reçu communication à M. Adams de divers papiers entre autres d'une copie de cette sentence dit que les Etats-Unis n'ont à s'occuper que du jugement du vice-chancelier et non des motifs invoqués par lui, mais que cependant la franchise qui doit régner dans les relations d'Etat à Etat exige une explication sur les vues du chancelier au sujet de certaines questions. M. Seward ajoute:

Les Etats-Unis n'admettent pas que la conduite de ses citoyens déloyaux qui ont levé l'étendard de l'insurrection soit maintenant ou ait été à aucune époque, un gouvernement *de facto*, ou en aucune sens un pouvoir politique capable d'avoir le droit de posséder, d'affirmer ou de transmettre une dotation de corporation sous quelque forme que ce soit, municipale ou internationale.

D'après lui, M. Seward protesté contre cette assertion du vice-chancelier que les Etats-Unis ou les successeurs de "la rébellion" et il soutient qu'elle ne sont nullement tenus d'accepter ces conditions qu'une cour anglaise aura la prétention de dicter, et que tout en étant assurés d'obtenir le coton réclamé en vertu du droit strict jugement, ils n'en insistent pas moins sur leur droit absolu de l'obtenir par l'intermédiaire du gouvernement britannique.

Nous ne nierons pas que la raison d'Etat ne commande à M. Seward de repousser la qualification de gouvernement *de facto* appliquée au gouvernement confédéré, en dépit des aveux, des précédents, de l'universel consentement des nations étrangères, et de l'évidence aussi éclatante que la lumière du soleil. Nous comprenons également qu'il répudie la succession du gouvernement qui a régi le Sud pendant cette crise. Un aveu sur ces deux points entraînerait, outre la condamnation de tous les actes, tous les conséquences fort onéreuses pour l'avenir. Un gouvernement qui succède à un autre est tenu, en effet, d'en remplir toutes les obligations vis-à-vis des tiers de bonne foi. Mais il ne vient pas que les Etats-Unis soient appelés à rembourser l'emprunt confédéré, ni à faire face aux nombreuses réclamations des banquiers, des Etats, des villes et des particuliers qui peuvent avoir des créances à faire valoir contre le gouvernement de Richmond. Pour repousser ce fardeau effrayant, il faut bien admettre que ce gouvernement n'était pas un gouvernement mais une coalition d'individus ne pouvant avoir aucun droit de corporation.

Mais si M. Seward a raison sur ce point, à quel titre va-t-il réclamer en Angleterre le coton et les navires ayant appartenu à ce même gouvernement? Il n'y a, en droit, que deux espèces de propriété, les propriétés particulières et les propriétés publiques, c'est-à-dire les propriétés appartenant à des corporations municipales, ou à des Etats. Or, M. Seward n'a pas, croyons-nous, la prétention d'aller réclamer en Angleterre des propriétés particulières, les Etats Unis n'étendent pas leur juridiction jusque là pour y mettre en vigueur la confiscation. D'ailleurs, à qui prétendraient-ils que le coton réclamé appartient? A M. Davis, ou aux créanciers de son cabinet. Cela ne serait pas soutenable. Il faut donc qu'ils considèrent le coton comme propriété publique pour qu'ils le réclament. Le fait même de leur réclamation, jointe cette reconnaissance, et leur acceptation de la restitution de coton, en vertu du jugement du vice-chancelier, est un acquiescement tuel de la doctrine émise par ce dernier, en dépit des protestations contradictoires de M. Seward à M. Adams. Il eut mieux vaix abandonner la réclamation que de s'exposer à mettre aussi évidemment en contradiction la raison d'Etat avec la logique.

A. Rocheteau & Cie.—Le navire français *Jean Bart*, arrivé de Bordeaux, a apporté à la maison A. Rocheteau & Cie, 16 et 18 rue St. Louis, un fort envoi de vins rouges en caisses.—Voir l'annonce.

Vente du Marshal des Etats Unis.—Les propriétés appartenant à M. P. Soulé, consistant en 104 lots de terre, confisqués au profit des Etats-Unis, ont été offertes en vente par le Marshal Bailly. La seule vente effectuée a été celle du lot de terre situé dans le Second District de cette ville, dans l'îlot borné par les rues Esplanade, Rochebleve, Quartier et d'Orgeuil, mesurant 180 pieds de face à la rue de l'Esplanade, et 204 pieds de profondeur sur la rue de Quartier, et du lot mesurant dans le même îlot 25 pieds de face à la rue Esplanade, et 99 pieds sur la rue Rochebleve, avec toutes les bâtisses et améliorations qui en dépendent, pour la somme de $25,000 comptant. Les autres lots ou lots, ne rapportant pas les deux tiers de la valeur estimée, n'ont pas été vendus.

Il n'y avait que deux enchérisseurs à la vente de la maison de M. P. Soulé et de lui attenant enclavé en jardin, et l'un d'eux, le capitaine W B. Armstrong, a acheté ces propriétés pour le général O. O. Howard, chef du Bureau des Affranchis.

Nominations.—MM. Charles Boudousquié et Amédée Ducatel ont été nommés, par le gouverneur, notaires publics à la Nile-Orléans. Ces deux noms honorables sont de nouveaux symboles de restauration.

MEETING DEMOCRATIQUE
De la paroisse de la Pointe Coupée.

Pointe Coupée, 16 sept. 1865.

A un meeting du parti démocratique de la paroisse de la Pointe Coupée, tenu aujourd'hui à la maison de cour de ladite paroisse, le colonel W. L. Cluxborne est nommé président, et Alcide Bourgeois secrétaire.

Le président déclare que le but du meeting est de nommer des dés-délégués pour représenter le parti démocratique de cette paroisse à la convention démocratique nationale qui doit être tenue à la Nouvelle Orléans le 2 du mois prochain.

Sur motion, un comité composé de MM. Wm Beatty, J. H. Halsey, P. Bouanchaud et J. H. Seibert, est chargé de rédiger des résolutions exprimant les sentimens du meeting.

Après délibération le comité présente les résolutions suivantes, qui sont unanimement adoptées:

Résolu que nous avons vu avec les sentimens de la plus vive satisfaction les efforts incessans du gouverneur Wells pour placer la Louisiane au rang qu'elle occupait dans l'Union, que jusqu'à ce jour, sa conduite politique mérite notre approbation sans réserve, et que nous le soutiendrons de notre vote quand il nous sera permis de le donner.

Résolu, que le président des Etats Unis, Andrew Johnson, a conquis notre sincère gratitude pour le désir ardent qu'il manifeste de voir l'Union se reconstituer, cela sciever à ancun des Etats ses droits constitutionnels; que nous avons la conviction que l'opposition factieuse qu'il rencontre au Nord, sera bientôt sans succès par le retour de par patriotisme, et que l'année prochaine verra triompher ses desseins.

Sur motion, le président désigne un comité chargé de nommer les délégués à la convention. Ce comité se compose de MM. Wm Beatty, John Yoist, John H Seibert, Ben Jewell, P. Bouanchaud, P. Joffrion, A. Boudy, J. H Hickey, L. Chéneveret, Dr Peyton, A. Provosty et Hubert Dupuy.

Après délibération, le comité présente au meeting la liste suivante de délégués:

MM. F. L. Claiborne, J. H. Halsey, Dr J. G Archer, John Yoist, Ben. Sewell, juge A. D. M Hamilton et cet Robert L. Barrow.

Sur motion, l'Echo de la Pointe Coupée, ainsi que les journaux de la Nouvelle Orléans, sont priés de publier les procès-verbaux de ce meeting. Le meeting s'ajourne sine die.

F. L. Claiborne, président

A. Bouanchaud, secrétaire.

(*Echo.*)

LES AFFRANCHIS.

Nous lisons dans le *Courrier des Etats Unis*:

Le conflit qui avait éclaté entre le gouverneur Perry et le général Gillmore, au sujet de témoignage des nègres devant les cours civiles, a été arrangé à l'amiable. Dans une proclamation en date du 6 septembre, *M. Perry* annonce qu'il a été décidé en conférence spéciale, tenue entre lui et les principaux commandants militaires, que les tribunaux civils commenceraient sur-le-champ à administrer la justice et les officiers municipaux et autres à exercer leurs fonctions, sans craindre l'intervention des autorités militaires. Toutes les affaires dans lesquelles des personnes de couleur seront impliquées seront portées devant les cours prévôtales, qui auront seules le droit d'en connaître.

Il n'y a quelque temps, une pétition représentant l'impossibilité de distinguer le coton confédéré des autres cotons, et les embarras et les délais causés au commerce par la mise en vigueur de la loi de confiscation, fut envoyée de la Nouvelle Orléans au Président. Les pétitionnaires demandaient l'abandon de cette politique et son remplacement par une taxe suffisante pour subvenir l'intérêt du gouvernement.

Quelque 50 ou 60 coton-pétitionnaires, facteurs à la Nouvelle Orléans, ont adressé au Président un mémoire où il est dit qu'aucune difficulté n'existe en cette affaire; que le coton confédéré peut être facilement distingué de celui des particuliers, et que le but des pétitionnaires est de favoriser les spéculateurs *irréguliers*.

Ces facteurs ont de larges réclamations à exposer par suite d'avances faites avant la guerre.

On suppose que ces spéculateurs tombent quelquefois sur du coton appartenant à ces facteurs et établissent naturellement écarter les nouveaux venus.

Il est suggéré dans la contre-pétition que les facteurs puissent établir leurs droits sous les lois de la Louisiane, même contre les Etats Unis et l'acte de confiscation.

On a enlevé $30,000 en bons des Etats Unis à la Banque Nationale de Concord, Mass., pendant que le caissier était à son dîner.

Nouvelles par l'Ouest.

AFFLUENCE DE POSTULANTS A WASHINGTON

TOURNEE DU GEN. HOWARD.

Scène de théâtre à Chicago.

Un coup de pistolet dans l'es coulisses

Formation d'une Compagnie d'Express.

Préférences données aux soldats des deux armées.

Prétention de la ville du Mississipi

MENACE CONTRE DES VIRGINIENS UNIONISTES.

Nominations républicaines à Syracuse.

Nous avons reçu par le bateau à vapeur *Mollie Able*, arrivé hier de St Louis, les journaux de l'Ouest du 21, ce nous trouvons les dépêches qui suivent:

Washington, 20 sept—Les postulants de patronage se sont présentés aujourd'hui en grande force, outre à l'hôtel du président sont au bureau de l'avocat général. A ce dernier endroit l'affluence a été aussi grande que jamais. Pour empêcher l'encombrement du département des officiers de ce bureau par les demandeurs de patronage a été jugé nécessaire de limiter leur admission entre les heures de 11 et 1 Les demandes a été vus à 150 par jour et consacrent presque exclusivement la catégorie des $20,000.

Le général Howard, chef des bureaux d'affranchis, est parti ce matin pour Richmond, Lynchburg et autres lieux de la Virginie, dans le but d'examiner les affaires des affranchis dans cet Etat. Il sera absent une dizaine de jours.

Scène à Chicago.

Chicago, 20 sept—Hier soir, pendant que la représentation se poursuivait devant une nombreuse assistance, au théâtre de Wood, une scène émouvante a eu lieu. Augusta R. Bacheller, une des auteurs de la pièce, George B Bacon, a tiré sur John Wilkes, le ventriloque, un coup de pistolet et l'a atteint au côté droit de la belle et fut logée. Il a été transporté chez lui où un chirurgien a été appelé. La balle n'a pu être extraite, mais l'état de la blessé ne paraît pas être inquiétant. Bacon s'est immédiatement constitué prisonnier.

Elle se félicite d'avoir agi ainsi, attendu que Bacon n'avait pas voulu renoncer à un procès en divorce qu'il a intenté contre elle. Il avait réalisé à toutes ses influences et bien qu'elle le menaçait de le tuer s'il persistait dans ses poursuite. Elle est jeune, jolie, et de respectable famille.

New York, 20 sept.—Le Richmond Whig dit que l'assemblée de capitalistes tenue tandis que, pour organiser une grande compagnie d'express, a été considérable et par le nombre de ceux qui en faisaient partie et par les capitaux qu'elle représentait. L'Hon. W. W. Mc Baker a été nommé président et J. A. Cowardin secrétaire.

Quelques minutes la somme de $154,700 a été souscrite. La somme à laquelle la ville de Richmond peut souscrire a été limitée à $250,000 La reste, savoir, $250,000, doit être pris par les Etats du Nord.

Le gouverneur Pierpont a souscrit pour $50,000, ce qui a soulevé beaucoup d'applaudissemens.

Parmi ceux qui étaient présents et qui ont souscrit on remarquait l'ex-général rebelle Kahoé.

Les organisant cette compagnie nationale d'express ont en propose de n'employer que des officiers et soldats de service du Nord et des armées du Sud. A leur tête on met le nom de quelques officiers de premier mérite et dignes de toute considération. L'objet de cette compagnie est de donner de l'emploi à beaucoup de braves soldats qui sont revenus et dont les familles sont presque toutes dans l'indigence, tout aussi bien que d'établir une affinité d'intérêts entre les deux sections.

New-York, 20 sept. — Une lettre particulière de Memphis dit que les négociateurs des membres de la milice qui s'organise maintenant dans cet Etat expriment leur résolution de ne se laisser enrôler que sous le drapeau de l'Etat, à l'exclusion de tous les autres, une exception pour la bannière des Etats-Unis.

La même lettre dit qu'une bande régulièrement organisée et composée d'ex-soldats rebelles, s'est formée dernièrement à Vicksburg dans le but d'embarrasser de toutes les manières l'action des officiers du gouvernement dans l'Etat.

Deux jeunes Virginiens, récemment renvoyés de l'armée unioniste, et retournés chez eux dans le comté de Green, y ont reçu l'avis que s'ils y restaient ils seraient certainement tués par des ex-soldats rebelles.

La convention républicaine de Syracuse a nommé Ward Hunt d'Oneida et John Forter d'Albany, pour Juges de la Cour d'Appel; le Gén. Francis Barlow pour Secrétaire d'Etat, Thomas H. Hutchens pour Contrôleur, et le Col. Howland pour Trésorier d'Etat.

Maison de commission à St-Louis.—MM. Forrester Dolhonde et Jac. D. Cobb viennent de fonder à St-Louis, Missouri, sous la raison sociale Cobb. Dolhonde & Cie., une maison de commission pour l'exécution des ordres de vente ou d'achats. Ces messieurs sollicitent des consignations de produits de toute nature. Ils se chargent également d'expédier et de faire mener tous produits. Leur expérience dans les affaires, et leurs relations à la Nouvelle-Orléans, rendront leurs services précieux à ceux qui ont besoin d'un intermédiaire entre les deux places

CHRONIQUE LOCALE

TEMPERATURE.

THERMOMETRE DE C. DUHAMEL, OPTICIEN, 27 septembre 1865 — Fahrenheit. — Centigrade.

6 heures du matin	76	24 1/2
midi	78	25 1/2
3 heures du soir	79	26
6 heures	77	25

Ouverture du Théatre des Variétés.—L'ouverture du Théâtre des Variétés a eu lieu hier soir.

Nous remarquons, parmi les noms des membres de la nouvelle troupe, celui de M Lewis Baker, qui remplira cette année les fonctions de régisseur. M. Baker a déjà conquis les habitudes l'y reverrons avec plaisir, car ils ont conservé le souvenir de son zèle infatigable et de son habileté.

Arrêtés.—John Dowly, boucher du marché Ursulines, a été condamné, hier, par le recorder Gastinel, à cinquante piastres d'amende pour avoir déposé de la viande pourrie.

Enquêtes.—La coroner a tenu, hier, trois enquêtes: la première, au No 168 de la rue Johnson, sur le corps d'Auguste Torres, petit nègre de cinq ans, mort de spasmes; au No 168 de la rue St Philippe, sur le corps d'Ambroise Lespi, enfant blanc, âgé de 17 mois, mort de spasmes; sur le corps de Margaret Dougherty, négresse, âgé de 45 ans, mort de l'albumen.

Kermesse et Abstinence.—Le nombre de voitures enregistrées, était, hier, de 5115; total des semaines, de 3001.

Mort de M. Talot—Nous avons annoncé, dans le jou d'hier, que M. Pierre Lecomte, blessé, d'un coup de baïonnette au [illegible] Fleids, de 74e Régt. de Ligne, Armée du Nord, est mort peu après.

M. Talot, [illegible] français et âgé de quarante ans. Il n'avait [illegible] famille.

Le nègre [illegible] par le prince. La rixe, nous dit-on, est survenue [illegible] lui et le défunt au sujet d'un couteau que M. Talot avait [illegible] et qu'il lui a réclamé.

Le nègre a été arrêté par M. Goodwin — Nous apprenons que le nègre qui a été blessé dernièrement d'un coup de pistolet, par M. Goodwin, à bord d'un [illegible] à vapeur, est en voie de guérison, malgré la chirurgiens de l'hôpital où il est resté [illegible] refuser, avant qu'il ne soit donné certificat constatant que le danger.

M. Goodwin [illegible] opéré en prison, mais comme le nègre pourra [illegible] marcher, il est probable que le [illegible] mise en liberté [illegible] ordonnée.

Tué par sentinelle — Daniel Davis, soldat de couleur [illegible] qui appartenait au 127me de la Pennsylvanie, [illegible] étant de service, était décédé [illegible] marché hier matin, vers 10 heures, par le sentinelle [illegible] Jeanmarie, rue [illegible] Esplanade. Il paraît que [illegible] passé à 1 1/2, 1 1/4 et [illegible] 3,16.

Décès.—[illegible] (nouvelle) [illegible] actions est: 32 [illegible] Dr. Dowler [illegible] la ville a $140 50, [illegible] tionner une autre [illegible] prix—et [illegible] à 50 actions [illegible] 1 1/2 à 2 [illegible] de chemins de fer [illegible] Les billets de banque [illegible] et les cours de soutien [illegible]

Décédés, hier, [illegible] âgée de 74 ans; [illegible] B. Morgan, [illegible] de la Somme. Les [illegible] famille sont priés d'assister [illegible] à son enterrement [illegible] partira de l'église [illegible] Bic-Rose, Chemin [illegible]

De la part des [illegible]

Décédée, hier, [illegible] âgée de 38 ans. Les [illegible] famille sont priés d'assister [illegible] à son enterrement [illegible] partira de la maison [illegible] Gentilly, à cinquante pieds [illegible] Décédé hier subitement, [illegible] Eugène J. Coulon, [illegible] et de feue Catherine [illegible] âgée de 22 ans et 8 [illegible] Les amis [illegible] famille sont priés [illegible] assister à son enterrement [illegible] partira de la maison [illegible] Gentilly, à cinquante pieds [illegible] Décédé hier, à [illegible] 66 ans, Mathias [illegible] natif d'Alsace [illegible] Les amis [illegible] famille sont priés [illegible] assister à son enterrement [illegible] partira de la maison [illegible] Gentilly, à cinquante pieds [illegible] Décédé, hier, [illegible] âgée de 38 ans. Les [illegible] famille sont priés [illegible] assister à son enterrement [illegible] partira de la maison [illegible] Gentilly, à cinquante pieds [illegible] Les officiers et [illegible] Bienfaisance des [illegible] Les membres de la Société de Bienfaisance [illegible] Gens sont priés d'assister aux funérailles [illegible] MATHIAS ANE. [illegible] partira demeure, au coin [illegible]

Société Portugaise de Bienfaisance.

Nlle-Orléans, 28 sept. 1865.

Décédé, hier soir, MATHIAS ANE, [illegible] Les membres de la Société de Bienfaisance [illegible] sont priés d'assister aux funérailles [illegible] MATHIAS ANE. [illegible] partira demeure, au coin [illegible]

Par ordre du Président:

M. CANTON, Secrétaire.

TRANSFERT DE CABINET.

Le Dr. CHARLES H. HILLS,

DENTISTE,

a transféré son cabinet et son domicile au No 73 rue de Chartres, entre Bienville et Conti.

ATTENTION,

L'attention du commerce est appelée sur la vente à l'encan de vins, eaux-de-vie, huiles d'olive, moutarde, huile d'olive, vinaigre, d'huile fine, [illegible] tabacs, &c., par [illegible] Turpin, encanteur.

A vendre du [illegible] CHE ne pas être [illegible] 18 courant, au [illegible]

28 sep—1f

AVIS AUX CONTRIBUABLES.

No 27 rue St-Pierre, [illegible]

Avis est donné que le [illegible] Charles [illegible] taille, borné par [illegible] ment aupo de ce public [illegible] vente, à partir [illegible] dire que toute personne [illegible] pulsse faire appel de la [illegible]

Bic-Rose, Chemin [illegible]

De la part des [illegible]

Décédée, hier, [illegible] âgée de 38 ans. Les [illegible] famille sont priés d'assister [illegible] à son enterrement [illegible] partira de la maison [illegible] Gentilly, à cinquante pieds [illegible] Décédé hier subitement, [illegible] Eugène J. Coulon, [illegible] et de feue Catherine [illegible] âgée de 22 ans et 8 [illegible] Les amis [illegible] famille sont priés [illegible] assister à son enterrement [illegible] partira de la maison [illegible] Gentilly, à cinquante pieds [illegible] Décédé hier, à [illegible] 66 ans, Mathias [illegible] natif d'Alsace [illegible] Les amis [illegible] famille sont priés [illegible] assister à son enterrement [illegible] partira de la maison [illegible] Gentilly, à cinquante pieds [illegible] Les officiers et [illegible] Bienfaisance des [illegible] Les membres de la Société de Bienfaisance [illegible] sont priés d'assister aux funérailles [illegible] MATHIAS ANE. [illegible] partira demeure, au coin [illegible]

Société Portugaise de Bienfaisance.

Nlle-Orléans, 28 sept. 1865.

Décédé, hier soir, MATHIAS ANE, [illegible] Les membres de la Société de Bienfaisance [illegible] sont priés d'assister aux funérailles [illegible] MATHIAS ANE. Le convoi partira de la maison [illegible] Gentilly, à cinquante pieds [illegible] Par ordre du Président:

M. CANTON, Secrétaire.

THE FIRST PIECE OF BUSINESS.

THE LIMERICK BOY.

Le super-lunaire accompagnera à 8 heures.

Académie de Musique.

BUB ET CHAMBLEE.

SPALDING, ROGERS & SIDWELL—Propriétaires.

Lundi soir, 25 septembre.

LA TROUPE WARD et les FIGURE WOOD.

TOUS LES SOIRS et TOUS LES SAMEDI, à MIDI.

THOMAS TERARD,

Candidat à la place de

SURINTENDANT de l'INSTRUCTION PUBLIQUE

Subject aux résolutions de la Convention Démocratique.

Nos amis ont naturellement compté sur

Un *grand nombre* de suffrages

ANTHONY SAMBOLA, Secrétaire

pro. tem.

G. E. PADOU.

Président.

THOMAS TERARD,

Candidat à la place de

SURINTENDANT de l'INSTRUCTION PUBLIQUE

Subject aux résolutions de la Convention Démocratique.

Nos amis ont naturellement compté sur

Un *grand nombre* de suffrages

ANTHONY SAMBOLA, Secrétaire

pro. tem.

G. E. PADOU.

Président.

AVIS.

TOUS ceux qui ont des réclamations contre la succession de LOUIS FALK sont priés d'avoir à les présenter devant l'un de la succession, dans les [illegible] jours qui suivront.

J. B. PLANCHARD, syndic.

28 sep—10f 16, Faubourg de la Course entre Bienville et Bienville.

AVIS.

Il est donné connaissance par ces présentes que la société ci-devant existante entre les soussignés, sous la raison sociale de P. BAILLY BLANCHARD Jr. & Co. a été dissoute par consentement mutuel, le 1er septembre 1865.

P. BAILLY BLANCHARD Jr.

28 sep—10 W. C. Vielle Levée.

WHISKIES.

20 bbls PIKE MONONGAHELA WHISKEY.

20 do MOORE & MOORE do

PIPER HEIDSIECK.

100 paniers CHAMPAGNE PIPER HEIDSIECK

Vendable en dédouanement de commerce Marigny.

A vendre par T. BAILLY BLANCHARD Jr.

28 sep—1 No 68 de la Levée.

VINS! VINS!

En débarquement et à vendre par

T. BAILLY BLANCHARD Jr.

No 68 de la Levée.

20 barriques VIN ROUGE "St-Lambert"

do do "Léon de Cussac"

2 demi-barriques VIN BLANC "Sauterne de Preignac"

100 caisses VIN ROUGE "Crozes d'Ambernac"

do do VIN BLANC "Léon Gaveau de Portets"

A vendre par

A. & J. TARBOX.

28 sep—6t 25, Vieille Levée.

AVIS.

AUX MARCHANDS TAILLEURS

DE LA NOUVELLE-ORLEANS

Les soussignés, manufacturiers de draps à la Nouvelle-Orléans, ayant établi un dépôt de leurs manufactures, au No 5 de la rue Bienville, entre les rues de Chartres et de Royale, à la Nouvelle-Orléans, où ils ont constamment en vente un assortiment complet de draps, pour l'année, à la Nouvelle-Orléans, prient les marchands tailleurs de la ville de leur donner un essai, et leur promettent que leurs ordres seront remplis avec promptitude et à des prix modérés.

Les draps sont [illegible] de la même manière que ceux importés de France, et sont [illegible] à ceux-ci pour la qualité et la finesse. Les draps [illegible] sont [illegible] à ceux importés de France, et sont [illegible] à ceux-ci pour la qualité et la finesse. Les draps [illegible] sont [illegible] à ceux importés de France, et sont [illegible] à ceux-ci pour la qualité et la finesse.

Les soussignés [illegible] de la même manière que